

N° 4607

Le Travailleur du Lot-&-Garonne



Fusée à étages, après ANI, loi Macron... le dialogue social

Les ringards les modernes

Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 96^e année - 1,20

Sommaire

en bref p 2 et 3

Coupes sombres - Free Angela -
MSA - Salon de l'agriculture -
Grèce - Rugby sans différence

à mon avis p 3

actu p 4 à 6

Débat orientation budgétaire -
Métaltemple - Ferroviaire

locale p 7

Casteljaloux - Villeneuve-sur-Lot -
Lavardac - Eysses

culture p 8

Journée de la femme - Polar
Rencontres - Musique

Conseil général
**Le budget
débatu**



Métaltemple
**Ne laissons
pas faire!**



Ferroviaire
**Débats et
mobilisation**



8 mars
**Femmes
républicaines**

Vigilance

À la veille des élections départementales où nous craignons une montée du vote frontiste, il serait bon de lire le livre: « *100 mots pour se comprendre. Contre le racisme et l'antisémitisme* » aux éditions Le bord de l'eau (10 euros). Ce petit dictionnaire de 158 pages permet de dépasser le fait que « *mal nommer les choses, c'est ajouter du malheur au monde* » (réflexion d'A. Camus). Ce livre a été conçu par un collectif de la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) et rédigé par une trentaine d'auteurs et de personnalités. Il nous apporte des arguments pour les élections. ■

Marie-Renée **Gérard**

de l'État aux collectivités diminuent de 21 %, soit 11 milliards d'euros. Cette baisse des dotations, lissée sur trois ans (soit 3,67 milliards par an), correspond à 1,5 % de la dépense annuelle des collectivités locales. ■

Coupes franches

La préfecture de Lot-et-Garonne vient de communiquer sur la baisse des dotations aux collectivités locales. Les dépenses des administrations publiques locales représentent 21 % (243 milliards d'euros) des dépenses de la totalité du secteur public (État, organismes divers d'administration centrale, administrations publiques locales, de Sécurité sociale) qui s'élèvent à 1151 milliards d'euros. Le plan d'économies des dépenses du secteur public, pour la réduction des déficits publics, est de 50 milliards entre 2015 et 2017. Dans ce cadre, les concours financiers

Ferroviaire en débat

Les jeunes communistes du Lot-et-Garonne vous invitent à une soirée débat sur la question du ferroviaire, la notion de service public et les dangers que fait peser, sur celle-ci, la loi Macron. Nous en profiterons pour diffuser le documentaire réalisé par l'Humanité sur l'industrie ferroviaire en présence de l'ancien secrétaire général de la fédération des cheminots et, aujourd'hui, élu de la mairie de Paris pour le PCF, Didier Le Reste:

vendredi 27 février

19h30 - siège de la fédération du PCF47

(18 rue Jules Ferry 47000 Agen) ■

Rugby sans différence

L'association **Tom Enfant Phare** en partenariat avec **Planète autisme**, le comité du sport adapté, le comité 47 rugby propose un atelier rugby sans différence, ouvert à tous les enfants porteurs de handicap, leurs frères et sœurs, leurs parents... tous les samedis matin de 10h15 à 12h00 à Agen. Ainsi, près d'une vingtaine d'enfants, garçons et filles de tout handicap, se retrouvent le samedi pour s'initier au rugby. Chacun à sa façon, avec un accompa-

gnement plus ou moins renforcé, le plaisir est évident et ça se voit. Ce temps particulier permet à chacun de profiter d'un moment de détente, de s'intégrer dans le milieu sportif, de bénéficier d'un espace de liberté, d'apprivoiser la balle ovale, de créer du lien social, d'éprouver le plaisir de se retrouver, et tant d'autres choses... Il est possible grâce à l'engagement de nombreux bénévoles autour de Christian Lagarde, éducateur sportif. ■

Contact: 0645 152266 ou tomenfantphare@yahoo.fr.

Agen Camélat

Le 20 février s'est tenue la conférence des exécutifs aquitains, en

MSA

Les élections du conseil d'administration de la mutualité sociale agricole (MSA) se sont déroulées du 12 au 27 janvier 2015. Concernant la MSA Dordogne/ Lot-et-Garonne, le taux de participation, légèrement en baisse par rapport à 2010, s'élève à 33,6 % tous collèges confondus: 42,132 % pour les exploitants agricoles, 23,36 % pour les salariés et 44,61 % pour les employeurs de main-d'œuvre. Concernant les résultats, la CGT obtient 33,33 % dans le collège des salariés et se place devant la CFDT qui obtient 26,67 % et FO qui obtient 24,17 % des suffrages. Au niveau national, la CGT se place en troisième place avec 20,15 % contre 40,12 % à la CFDT et 25,48 % à la CFE-CGC. ■

Free Angela

À l'occasion de la journée internationale des droits de la femme, le PCF d'Agen et les jeunes communistes de Lot-et-Garonne organisent la projection du documentaire **Free Angela** suivie d'un échange: **jeudi 12 mars à 20h30 à l'espace débat de la fédération du PCF**.

Free Angela raconte l'histoire d'une jeune professeure de philosophie, née en Alabama, issue d'une famille d'intellectuels afro-américains, politiquement engagée. Durant sa jeunesse, Angela Davis est profondément marquée par son expérience du racisme, des humiliations de la

ségrégation raciale et du climat de violence qui règne autour d'elle. Féministe, communiste, militante du mouvement des droits civiques aux États-Unis, proche du parti des Black Panthers, Angela Davis s'investit dans le comité de soutien aux Frères de Soledad, trois prisonniers noirs américains accusés d'avoir assassiné un gardien de prison en représailles au meurtre d'un de leur codétenu. Accusée en 1970 d'avoir organisé une tentative d'évasion et une prise d'otage qui se soldera par la mort d'un juge californien et de quatre détenus, Angela devient la femme la plus recherchée

des États-Unis. Arrêtée, emprisonnée, jugée, condamnée à mort, elle sera libérée faute de preuve et sous la pression des comités de soutien internationaux dont le slogan est Free Angela!

Devenue un symbole de la lutte contre toutes les formes d'oppression: raciale, politique, sociale et sexuelle, Angela Davis incarne, dans les années 1970, le « *Power to People* ». Quarante ans plus tard, à l'occasion de l'anniversaire de l'acquiescement d'Angela Davis, Shola Lynch, avec Free Angela, revient sur cette période cruciale de la deuxième partie du XX^e siècle. Toujours engagée, militante abolitionniste, l'icône Angela continue le combat. ■

à mon
avis

Les ringards, les modernes

Après l'ANI, la loi « Macron », vient le temps des attaques au dialogue social ! En quelque sorte, il va s'agir de poursuivre de manière accélérée et accentuée, la réduction des droits des salariés. Les acquis de 1982 avec les lois Auroux vont être visés, car ils donnent plus de moyens aux CHSCT, reconnaissent le rôle économique d'un comité d'entreprise, obligent les employeurs à négocier les salaires, les conditions de travail, avec des délégués formés... Pourquoi font-ils cela ? Parce que ce serait moderne ! À l'inverse de la ringardise de ces droits qui empêcheraient de tourner en rond. Ce serait moderne parce que cela favoriserait la création d'emplois, comme le martèle le MEDEF qu'approuve le Gouvernement. Pourquoi tant d'exigences de ce patronat décomplexé, de ce ministre de l'économie en pointe, au service de la finance ? Il faut le dire, depuis 2012, aucun mouvement social d'ampleur n'a permis de contrer ces offensives ultralibérales contenues dans le programme européen d'austérité. Pourtant, la modernité est du côté du progrès, de l'émancipation humaine, de la démocratie et, précisément, dans l'entreprise. Est-ce ringard de concevoir la production au service des hommes, par les femmes et les hommes créateurs de richesse ? Est-ce ringard que ces producteurs organisent eux-mêmes, la manière de produire plus et mieux, avec toujours moins de contraintes ? Est-ce ringard de penser que l'on puisse travailler dans de meilleures conditions de salaires, de vie dans et au-delà de l'entreprise, en bonne santé... ? Assurément non ! La modernité est là, mais c'est une bataille incessante contre le capitalisme. Les communistes ont toujours été attachés à ces valeurs, ils ne sont pas prêts à y renoncer. ■

Daniel Heinrich

présence du préfet de région, représentant l'État et d'Alain Rousset, président du conseil régional d'Aquitaine, afin de finaliser le contrat de plan État - Région (CPER) 2015-2020. Au cours de cette réunion, le préfet de région s'est publiquement engagé à inscrire les deux millions de crédits spécifiques aux études pour la réalisation du pont et du barreau de

Camélat. Ainsi, l'État débloquera deux millions d'euros dans le cadre du CPER 2015-2020, auxquels s'ajoutent les deux millions de participation du conseil général et les deux millions de participation de l'agglomération d'Agen. Au total, six millions de crédits seront mobilisés pour les études de Camélat sur la période 2015-2020. ■

Salon de l'agriculture

Depuis huit ans, les agriculteurs lot-et-garonnais participent au salon international de l'agriculture. Ainsi, quatorze filières agricoles et viticoles étaient présentes cette semaine pour faire la promotion des produits du terroir : tomate,

fraise label rouge, cresson, miel, poulet label rouge, noisette, pruneau, kiwi, truffe et Blonde d'Aquitaine... R. Girardi, vice-président du conseil général en charge de l'agriculture, de la forêt et de l'environnement, était également présent le 24 février. ■

Solidarité Grèce

Au moment où la Grèce affrontait les pressions de tous les réactionnaires européens, une cinquantaine de progressistes se sont rassemblées à Agen le 19 février dernier. Par cette initiative, ils entendaient condamner le coup de force de la BCE et les pressions exercées

par les autorités européennes sur le gouvernement Grec. Ils entendaient aussi faire entendre leur exigence d'une autre politique en Europe car, selon les organisations présentes, « la voie choisie par Syriza est la route sur laquelle nous voulons que la France s'engage pour sortir de l'austérité ». ■

Le Travailleur du Lot-et-Garonne
fondé par **Renaud Jean**, premier député communiste de France
directrice de la publication: **Jacqueline Debord** - rédacteur en chef: **Nicolas Lucmarie** - rédaction: **Michel Ceruti, Lysiane Chantré Edmond Coëdelo, Roger Dejean, Jean-Claude François, Marie-Renée Gérard, Daniel Heinrich, Monique Mirande, Guy Rauzières, Claude Vaccari**
édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**
18, rue Jules Ferry 47 006 Agen
Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01
letravailleur@orange.fr
CCP 1309 19X Bordeaux 1^{er} trimestre 2015 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0615 C 86962

La session du conseil général de Lot-et-garonne consacrée au débat d'orientations budgétaires s'est déroulée le 23 février.

Il s'agissait d'informer l'assemblée délibérante de la situation financière, du contexte économique et réglementaire dans lesquels la collectivité évolue. Ce débat était l'occasion de discuter des grandes lignes des politiques qui seront affichées au budget primitif et des projets qui seront menés tout au long de l'année à venir.

Cependant, à quelques semaines du premier tour des élections départementales, les échanges ont tourné autour du bilan de la majorité sortante.

Droite classique Entonnant le même refrain qu'à l'accoutumée, emmenée



Conseil général Dernière session avant élections

par Alain Merly, la droite a déployé ses arguments habituels: mauvaise gestion financière, manque d'ambitions, communication dispendieuse, effectifs territoriaux en hausse, mesures sociales coûteuses... Plusieurs questions ont donné lieu à de vifs échanges: coût de l'APA + et des transports scolaires

et travaux sur les routes. Une bataille de chiffres s'est déroulée entre les élus sur fond de baisse des dotations de l'État.

L'avenir du Département

Si le débat n'a pas directement porté sur l'avenir du Département, cette question a transpiré dans les échanges. En effet, le Sénat a

bouclé, fin janvier, l'examen de la loi Notre (nouvelle organisation territoriale de la République) qui doit définir les compétences des nouvelles Régions et des Départements, dans ce nouveau découpage territorial. Et l'Assemblée nationale n'a entamé l'examen du texte que depuis le 16 février. Il est fort probable qu'au moment du scrutin de mars prochain, la loi ne sera pas encore votée. Et donc, d'ici là, qu'il faille se faire à l'aveugle, une opinion sur les futures compétences des Départements. ■

Quelques éléments budgétaires débattus

- **l'effet ciseau de 2015**

4,6 millions de recettes en moins,
8,7 millions de dépenses nouvelles contraintes;

- **un reste à charge** (après versement des aides sociales) qui est passé de 24 millions en 2008 à 48 millions en 2014. (hausse des dépenses sociales sans compensation de l'État);

- **pas de hausse de fiscalité** (sixième année);

- entre 2002 et 2007, **l'investissement annuel moyen** s'élevait à un peu moins de 60 millions d'euros - entre 2008 et 2014, il s'élève à 67,5 millions d'euros, soit près de 12,5 % de hausse, en moyenne annuelle;

- une **capacité de désendettement** qui est passée de 8,9 années en 2012, à 5,6 années;

- **l'accroissement des prestations sociales** (APA,

RSA...) explique à lui seul près de 80 % des dépenses nouvelles - une progression de 7 millions est prévue pour 2015;

Il faut rappeler les engagements de la majorité départementale sortante:

- ▶ solidarité avec les plus démunis et solidarité intergénérationnelle;
- ▶ proximité avec les acteurs économiques et les concitoyens;
- ▶ éducation et jeunesse;
- ▶ logement et habitat;
- ▶ développement durable;
- ▶ infrastructures modernisées et sécurisées;
- ▶ gratuité des transports scolaires. ■

Usagers, cheminots même combat

La CGT cheminot de Lot-et-Garonne en lien avec l'association convergence nationale rail (qui regroupe plus de soixante-dix associations d'usagers, des collectifs, des cheminots, élus) organise une

rencontre avec les usagers vendredi 27 février

de 17 h 00 à 18 h 00

en **gare d'Agen**

en présence, notamment, de Didier Le Reste.

À cette occasion, le syndicat souhaite mettre en avant de nombreuses revendications:

- le recrutement de cheminots au statut, pour assurer dans tous les services, les charges de travail avec la qualité et la sécurité dues aux usagers, et un maillage du territoire qui assure l'avenir des lignes Agen-Périgueux-Paris, Bordeaux-Agen-Marseille et la réouverture d'Agen-Auch au trafic voyageur et de la ligne Penne-Villeneuve;
- la ré-humanisation des gares et des trains afin d'améliorer l'accueil, l'information et la sécurité des usagers, l'accès aux handicapés à Tonneins (notamment), la construc-

tion d'un escalator en gare d'Agen;

- la réouverture de gares et de guichets permettant l'accès au transport ferroviaire de proximité à Villeneuve-sur-Lot, Agen, Condom, Nérac, Fleurance et Marmande;
- une régulation des tarifs permettant un accès aux trains à tous les citoyens, notamment les plus modestes et quel que soit le lieu sur le territoire;
- la relance du transport de marchandises par fret SNCF, dans le cadre d'une activité d'intérêt général sur le marché/gare d'Agen, les silos de Penne, la ligne Agen-Auch, sur le bois à Casteljaloux, le gaz à Nérac, les céréales à Condom... ■



LGV Priorité aux trajets quotidiens

Des élus de l'association Alternative LGV, emmenés par Raymond Girardi, se sont retrouvés devant la préfecture de Lot-et-Garonne, le 23 février. Par cette action, ils entendaient soutenir le ministre des Transports. En effet, lors d'une séance à l'Assemblée nationale, la semaine dernière, Alain Vidalies a déploré: « des choix qui ont été faits ces dernières années, notamment de lancer quatre LGV nouvelles, en même temps qui se sont faits au détriment... de l'entretien des infrastructures existantes et aujourd'hui de la fiabilité du réseau ». « Le gouvernement fait un choix. Il l'annonce: c'est celui de la priorité à la maintenance, c'est celui de la priorité aux trains du quotidien », a-t-il expliqué, estimant que « c'est le défaut de maintenance qui explique les incidents du quotidien ». Pour les élus présents au rassemblement, cette déclaration vient conforter le message qu'ils portent depuis des années: « non à une nouvelle ligne LGV, oui à la modernisation des lignes existantes ». Ils entendaient également dénoncer les propos des dirigeants de RFF qui continuent d'affirmer que les projets LGV se feront au mépris de la parole du Gouvernement. Pour Raymond Girardi, « il s'agit de savoir qui commande, le Gouvernement ou les cadres de RFF ». C'est ce message qu'il a porté au secrétaire de la préfecture avec ses collègues élus. On pouvait noter la présence d'Alain Polo, maire de Montesquieu, Jean-François Garrabos, maire de Feugarolles, Michel Ceruti, conseiller municipal de Marmande, Patrice Dufau, adjoint au maire de Nérac. ■





Métaltemple Ne laissons pas faire!

Alors que les salariés de Tarkett et Métaltemple sont courageusement mobilisés pour défendre leur emploi et l'outil industriel, leurs patrons se sont comportés comme de véritables prédateurs!

G. Colla de Métaltemple, à la tête d'un groupe industriel dans l'automobile, a absorbé la richesse de cette usine sans investir, sans proposer de projet et en faisant perdre des compé-

tences! Il laisse aujourd'hui 136 salariés sur le carreau. Même chose avec Tarkett, groupe industriel européen qui a prélevé le potentiel de l'usine et capté son réseau commer-

cial. Les salariés refusent aujourd'hui les propositions alternatives et contestent le plan social.

Derrière ces entreprises se trouvent des hommes, des familles, un territoire, une culture, un pan industriel entier du département. Cette logique est celle de « patrons voyous ». Ce sont les salariés les populations qui trinquent. Les moyens n'ont pas été mobilisés pour redresser, sauvegarder et développer ces outils et l'emploi induit!

Aujourd'hui, alors que la phase de négociation est en cours, il faut un vrai plan de soutien qui aille au-delà d'un accompagnement social nécessaire.

Concernant Métaltemple

La question est posée aux décideurs politiques économiques sociaux et sociétaux.

● Comment ne pas perdre les compétences utiles pour le territoire et développer de nouvelles compétences?

● Comment organiser l'outil de travail pour le raccorder avec de nouveaux pôles d'excellence, notamment l'aéronautique dans notre région?

Des passerelles devraient être organisées entre formations, compétences et nouveaux dispositifs afin de reconstituer un tissu industriel sur cette partie du territoire...

Concernant Tarkett

Il n'est pas acceptable que les dispositifs mis en place avec le contrat de plan État-Région de 140 millions d'euros n'aient pas été actionnés afin de faire de la transformation du bois un pôle d'excellence en Aquitaine.

Le Lot-et-Garonne ne peut laisser le fatalisme s'installer, laisser les compétences et les potentiels partir! Les collectivités et l'État ont le pouvoir et surtout la responsabilité de prendre les dispositions pour y parvenir! ■

Michel Ceruti



Histoire de cogiter un peu...

À propos des Juifs dans la Résistance

Dans l'article de la semaine dernière, j'ai rappelé qu'en 1934, des Juifs de la MOI (main-d'œuvre immigrée) avaient créé le journal Presse nouvelle pour soutenir les luttes sociales et antifascistes.

Le 6 février 1934, face aux ligues d'extrême droite qui tentaient un coup d'État, la riposte des travailleurs fut immédiate, à l'appel du PCF qui, d'ailleurs, dès 1933, avait proposé la constitution du Front populaire. En 1936, Presse nouvelle se prononce pour le Front populaire et un soutien sans faille à la République espagnole, en butte au pronunciamiento de Franco, soutenu par la Phalange (parti fasciste) et l'Église. Et puis, dès septembre 1939, Presse nouvelle lance un appel au combat contre Hitler et le fascisme.

On ne rappellera jamais trop la contribution des Juifs à la Résistance

Le groupe FTP-MOI, de la Région parisienne, commandé par l'arménien Missak Manouchian comprenait de nombreux Juifs. Sept

d'entre eux figurent sur « l'Affiche rouge ». Cette affiche sur fond rouge, présentant des visages hirsutes de résistants torturés et intitulée « l'armée du crime » avait été éditée par les Allemands pour faire croire que ces résistants n'étaient que des criminels étrangers. Le responsable de l'ensemble des FTP-MOI de la Région parisienne était Joseph Epstein, juif polonais.

En ce qui concerne notre région, je citerai le capitaine Roger Lévy, capturé à Cocomont, torturé puis fusillé. Il avait pour mission, avec son groupe, de transférer sept aviateurs américains de Sainte-Bazeille à Allons. Leur avion avait été abattu le 5 mars 1944 au cours d'une bataille aérienne à laquelle, alors âgé de huit ans, j'avais assisté. Beaucoup plus tard, j'ai bien connu deux résistants juifs qui avaient échappé à la rafle de Casseneuil: Frédéric Lindenstaedt et Maurice Samuel, militants communistes.

Dimanche prochain, 1^{er} mars, un hommage sera rendu à Rosine Bet, Enzo Godéas (fille et fils d'immigrés italiens) et David Theiman (immigré juif qui avait combattu dans les Brigades internationales). Ces jeunes résistants sont tombés en mission le 1^{er} mars 1944. Ils faisaient partie de la 35^e brigade FTP-MOI, dont les deux premiers commandants étaient juifs: Marcel Langer qui fut guillotiné après avoir été condamné par un tribunal français du régime de Vichy, et Robert Wachspress qui fut déporté. ■

Edmond Coëdelo



Casteljaloux*

Les passeurs de mémoire

Une quinzaine d'amis de la Résistance (ANACR) ont tenu leur assemblée générale le 21 février, à Casteljaloux, sous la présidence d'Alain Cames. Après une brève introduction de Jenny François, Brigitte Moreno a proposé des suggestions pour les adhérents afin de développer des initiatives diverses pour multiplier auprès des enfants (et donc des parents) tout ce qui peut leur apporter des connaissances sur la terrible période de 1939-1945: montée dans les années 1930 de l'extrême-droite raciste et xénophobe, du fascisme et du nazisme en Europe (Allemagne, Italie, Espagne, Portugal...) Ces années ont préparé la terrible deuxième guerre mondiale avec l'occupation allemande, devant laquelle des hommes et des femmes se sont dressés et ont formé la Résistance, face à des collaborationnistes avec les nazis occupants. Ce fut l'honneur de la France et le chemin pour recouvrer la liberté. Les ressemblances entre le fascisme de ces années-là et la montée des « islamistes/fascistes/terroristes » n'ont pas manqué d'être soulignées. Bien logiquement, le lien a été établi avec la situation présente où l'on voit, en France et en Europe, la droite extrême grandir sans cesse sous couvert de discours populistes trompeurs. N'oublions jamais qu'Hitler est arrivé au pouvoir par la voie du suffrage universel. Alain Cames a lancé un appel à entrer dans le conseil d'administration de l'association. Trois adhérents ont donné leur accord. La décision a été prise de marquer la journée nationale de la Résistance instituée en 2014, par le fleurissement des plaques de rues qui portent le nom de résistants Casteljalousains, tués au maquis pour la liberté, et de réaliser une initiative portant le nom de « chemins de la mémoire ».

Eysses

Devoir de mémoire

Comme chaque troisième dimanche de février, de nombreuses personnes se retrouvent pour commémorer les fusillés d'Eysses, les 1200

Villeneuvois

Poursuivre le rassemblement

Dans un communiqué daté du 20 février, les communistes du Villeneuvois s'expriment sur les élections départementales. Ils rappellent qu'ils ont déployé tous leurs efforts pour « rassembler les forces de gauche, partis ou mouvements, qui refusent les politiques gouvernementales d'austérité » afin de présenter des candidats sur les deux cantons villeneuvois. Ils prennent acte que leur démarche n'a pu aboutir « laissant ainsi bon nombre de Villeneuvois sans la possibilité d'exprimer leur choix d'une véritable politique de gauche ». Concernant les enjeux propres à cette élection, ils tiennent à préciser que le retour de la droite aux commandes du Conseil départemental « ne ferait qu'aggraver la vie de la population par la diminution des budgets sociaux et ses conséquences: réduction des services publics, flicage des bénéficiaires du RSA, compression des personnels territoriaux... ». Au-delà de cette élection départementale, ils entendent poursuivre « leur démarche de rassemblement de toutes les forces de gauche, anti-austérité, écologistes et de progrès ». ■

Il s'agit d'aller honorer des lieux où la Résistance a marqué ces lieux par son sang versé pour que le peuple de France recouvre sa liberté et son honneur. Le pot de l'amitié a conclu la réunion. ■

Jean-Claude François

déportés et internés à Auschwitz, dont 400 ne revinrent pas. Il y a soixante et onze ans, le 23 février 1944, étaient fusillés par la police de Vichy, les douze patriotes résistants: Henri Auzias, Fernand Bernard, Roger Brun, Jean Chauvet, Louis Guiral, Alexandre Marqui, Gabriel Pelouze, Félicien Sarvisse, Jaime Sero, Domingo Serveto, Joseph Stern, Jean Vigne, auxquels il faut associer Louis Aulagne, décédé le 19 février 1944, lors de la révolte des prisonniers. Cette commémoration contribue à perpétuer leur mémoire, leur refus de la barbarie nazie. Le président des amis et anciens d'Eysses dans son intervention sur le parvis de la centrale, a rappelé leur engagement « porteur d'avenir », car ils œuvraient, dans leurs cellules, au programme du Conseil national de la Résistance... Il a mis en évidence, également, la nécessité du travail de mémoire et la transmission de l'esprit d'Eysses vers les jeunes générations. En cortège, les participants à la cérémonie, munis de leur carte d'identité (vigie pirate oblige), ont pénétré dans la centrale jusqu'au mur des fusillés où les associations ont effectué un dépôt de gerbes... Des communistes et amis ont, ensuite, déposé un coussin de fleurs devant la stèle du cimetière. ■

Lavardac

Redonner espoir

Pour ces élections départementales, notre équipe Front de gauche s'est constituée sur la base du refus de l'austérité et de l'exigence d'une autre politique nationale. Ce qui est en jeu, c'est l'avenir de nos communes, des départements, de leurs compétences et des moyens financiers nécessaires pour répondre à nos besoins quotidiens. Alors que les dotations aux collectivités sont en baisse. Nous prenons acte des deux principales réalisations du conseil général sortant, la gratuité des transports scolaires et l'APA + et nous savons que les Lot-et-Garonnais n'ont rien à attendre d'un retour de la droite ou de l'arrivée de son extrême. Mais pour gagner, la gauche doit remettre en cause cette politique d'austérité ainsi que la réforme territoriale. Il y a urgence à dire stop à cette politique qui plombe les ménages, les collectivités, mais aussi nos petites entreprises. Dans notre canton où le vote FN est important, nous devons nous battre pour que la colère ne se trompe pas de cible. ■

Claude Vaccari



Journée du 8 mars **Ces femmes républicaines espagnoles**

Le 8 mars 1857 à New York, des ouvrières du textile et de l'habillement descendent dans la rue pour revendiquer la journée de travail de dix heures. Cette manifestation sera durement réprimée et les couturières américaines jurent de se retrouver tous les ans à la même date.

En 1910, **Clara Zetkin**, dirigeante révolutionnaire, choisit la date du 8 mars en souvenir de ces événements et lance un appel pour en faire une journée internationale des femmes pour leur libération et pour la paix.

En Espagne, avec l'avènement de la République en 1931, les femmes espagnoles qui vivaient jusque-là une aliénation totale tant au niveau matériel que moral et civique, voient leur statut changer. Aux élections à la Constituante du 28 juin 1931, alors que les femmes n'ont pas encore le droit de vote, trois députées femmes sont élues.

La République et sa constitution du 9 décembre 1931 symbolisent pour elles le droit de vote, l'admission aux charges publiques sans distinction de sexe, le mariage civil et le divorce puis en 1936 le droit à l'avortement.

Dès avril 1936 se crée l'organisation « Mujeres Libres » qui compte plus de 20 000 adhérentes en 1938 et milite pour la libération de la femme.

Beaucoup d'entre elles franchiront la frontière pour l'exil au moment de la Retirada. D'autres, restées dans l'Espagne franquiste, continueront leur lutte pour la liberté et l'émancipation féminine.

C'est à ces femmes, ces oubliées de l'histoire, que MER 47 consacrera sa journée du 8 mars 2015 :

- 9h30, **Maëlle Maugendre**, docteur en histoire contemporaine, donnera une conférence intitulée « **Les réfugiées espagnoles en France (1939-1942): Des femmes entre assujettissements et résistances** ».

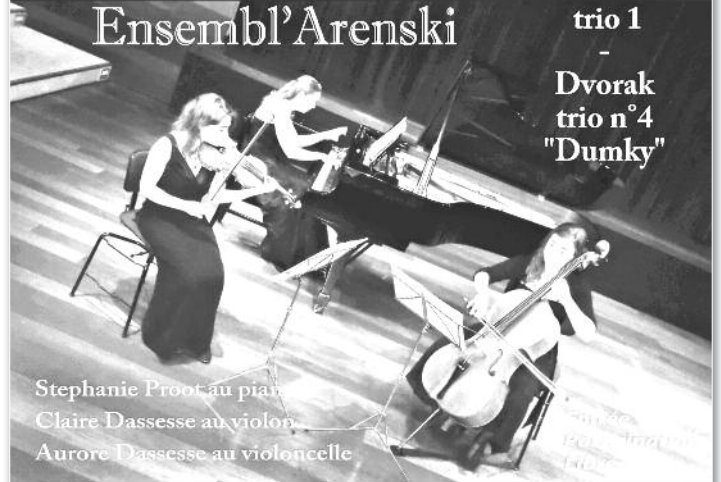
- 14h30 sera projeté le film documentaire « **L'île de Chelo** ». Ce film raconte comment une ancienne résistante antifranquiste, Consuelo Rodriguez (« Chelo ») se bat pour élever une stèle sur la fosse où furent jetés ses parents, assassinés par les fascistes en 1939, et rendre hommage à son amant et compagnon d'armes, abattu à ses côtés lors d'une embuscade en 1946. Le débat qui suivra sera animé par **Odette Martinez Maler**, coréalisatrice du film, fille de deux résistants des maquis antifranquistes, maître de conférence. ■

Passerelle Musicale en Agenais

Amicale laïque du Passage d'Agen

TRIO Ensembl'Arenski

Schubert
trio 1
-
Dvorak
trio n°4
"Dumky"



Stephanie Proot au piano
Claire Dasselès au violon
Aurèle Dasselès au violoncelle

Vendredi 13 Mars - 20h30

Auditorium "ancienne chapelle"
du Lycée Bernard Palissy Agen



Renseignements au 05 53 96 20 21

